



*Qui fait l'âne ne doit pas s'étonner si les autres lui montent dessus.  
Proverbe chinois*

Semaine 48 du 23 au 29/11 - 2020



Quelque 300 000 sans-abri, selon la Fondation Abbé Pierre. Deux fois plus qu'en 2012. Un million de pauvres en plus, d'après le Secours populaire. Et 10 % d'allocataires supplémentaires du RSA (revenu de solidarité active). Les indicateurs alarmants se multiplient : la France craint un grand basculement dans la pauvreté. Les associations ne sont plus seules à lancer l'alerte. Députés, élus de terrain – notamment la centaine de maires qui ont lancé un appel à Emmanuel Macron – ajoutent leur voix aux experts de tout bord. Philippe Rio (maire PCF de Grigny), Valérie Pécresse, à la tête de la région Ile-de-France, Jean Pisani-Ferry, qui a coordonné le projet du candidat Macron, ou encore Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy, tirent la sonnette d'alarme. Car le risque de pauvreté touche aujourd'hui de nouveaux profils : indépendants, petits commerçants, jeunes diplômés...

Il y a quelques jours, l'hebdomadaire allemand, de centre gauche, *Die Zeit* a rebaptisé la France, « *l'Absurdistan* » y dénonçant tour à tour la pratique des auto-attestations, le retrait des produits « non-essentiels » par des grandes surfaces restant, elles, ouvertes, un président de la République décrit comme « *quasi monarchique* », accusé de faire passer le Conseil de défense par-dessus la tête du Parlement. Avant de conclure en affirmant que toutes « *ces mesures absurdes diminuent la confiance dans des mesures réellement nécessaires.* »

*« Je suis l'écrivain d'une époque nihiliste, et de la souffrance liée au nihilisme. On peut donc imaginer que des gens, en me lisant, reculent d'horreur et se jettent dans une foi quelconque... pour échapper à ce nihilisme si brillamment décrit, si je puis me permettre. » -*

Michel Houellebecq.

# Politique

---

Laurent Wauquiez refait reparler de lui. En sa qualité de président de région (Rhône-Alpes), il vient de commander deux millions de tests antigéniques pour organiser un dépistage gratuit sur 1000 sites. 10 000 personnes seront mobilisées du 16 au 23 décembre. Coût : entre 10 à et 30 millions d'euros. But : tester entre 600 000 et 1 million de personnes.

Plus de 20 000 manifestants à Paris, Montpellier, Poitiers, Marseille, Rennes ont défilé dans les rues pour dénoncer la propositions de loi relative à la sécurité globale jugée attentatoire au droit d'informer. Le projet de loi prévoyait que les journalistes devaient se rapprocher des autorités pour couvrir les manifestations. Darmanin a illico rétropédalé.

Ce gouvernement a décidé d'enquiquiner les Français. Du 30 octobre au 15 novembre, les forces de l'ordre ont dressé près de 120 000 procès verbaux pour non-respect des règles de reconfinement. En Ile-de-France, c'est 3 000 amendes par jour !

Bidon mais marrant : 45% des Italiens, 31% des Français et 26% des Allemands ont une bonne opinion des Etats-Unis.

Jean-Luc Méchancon candidat à la présidentielle. Selon une enquête Elabe, pour les sympathisants de gauche, il est celui qui incarne le mieux l'avenir (37%). Il devance Anne Hidalgo (25%), Yannick Jadot (22%) et Benoît Hamon (21%). L'institut évalue à 20% son potentiel électoral.

On en rigole encore. Réagissant à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a affirmé que, face aux crises qui frappent le pays, son parti entendait se donner les moyens de concourir à la présidentielle.

Comme de nombreux élus de droite, Bruno Retailleau a sursauté en découvrant les propos de Gérald Darmanin lors de son déplacement en Algérie, le 8 novembre. « *Hommage aux martyrs de la guerre* », a twitté le ministre de l'Intérieur qui, comme l'avait déjà fait Emmanuel Macron en 2017, a déposé une gerbe tricolore devant le mémorial du Martyr d'Alger pour honorer les anciens combattants du FLN, artisans de l'indépendance de l'Algérie.

Arnaud Montebourg revient-il dans l'arène ? Interrogé sur Europe 1, il a pris pour cible Emmanuel Macron et notamment sa gestion de la crise du covid. « *L'Allemagne a eu quatre fois moins de morts avec des destructions économiques deux fois moins importantes* », a-t-il souligné, reprochant au président français de ne pas avoir tiré les leçons de la première vague et d'avoir fermé les commerces non essentiels.

Pour Montebourg, personne ne viendra au secours de Macron face à Marine Le Pen. Il en a profité pour esquisser les grandes lignes de son programme : « *reconstituer nos forces* », « *refonder la démocratie* », « *réformer le capitalisme* », « *reconstruire écologiquement l'industrie et l'agriculture* », «

*démanteler l'islamisme politique » et faire passer la France avant l'Europe. Beau programme, mais Montebourg, combien de divisions ?*

20% des Français seraient prêts à voter à la présidentielle pour le général Pierre de Villiers. C'est ce qui ressort d'un sondage Ifop pour *Valeurs actuelles*, mesurant le « potentiel électoral » de l'ancien chef d'état-major. Toutefois, le sondage indique que 42% des personnes interrogées « ne connaissent pas cette personnalité ».

Selon *Le Parisien*, Jean Castex ne renouvellera pas les réunions avec les chefs de parti pour les informer des mesures prises contre l'épidémie. Il serait excédé par les critiques de l'opposition, celles de Marine Le Pen, semble-t-il, puisque le nouveau dispositif – un comité composé des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et des différents chefs de groupes – exclurait de facto le RN qui n'a pas les quinze députés nécessaires à la création d'un groupe.

« *Vivement qu'on ait un régime un peu plus autoritaire qui sache taper du poing sur la table » et s'affranchisse de la Cour européenne des droits de l'Homme et de la Cour de justice de l'Union européenne, a déclaré le maire de Béziers Robert Ménard, en citant en exemples la Hongrie et la Pologne, « des régimes où on préfère son pays à l'Union européenne ».*

## **Elysée**

---

Le Président a annoncé mardi soir (24/11) un assouplissement en trois étapes. Dès samedi, les commerces rouvrent, les offices religieux reprennent et les déplacements sont autorisés jusqu'à 20 km pendant trois heures. Le 15 décembre, début d'un déconfinement sous couvre-feu et reprise pour les cinémas, théâtres et musées. Le 20 janvier, réouverture des restaurants.

Il a également annoncé une nouvelle aide forfaitaire proportionnelle au chiffre d'affaires perdu pour toutes les entreprises qui resteront fermées jusqu'au 20 janvier au moins. Coût de la mesure : 1,6 Mds €.

Suite au départ de Philippe Grangeon, son conseiller politique, Macron vient de recruter deux parlementaires : son ex-collaborateur Stéphane Séjourné et le député des Hauts-de-Seine, Thierry Solère, un proche d'Edouard Philippe.

L'Elysée a mis son veto à la nomination d'Agnès Buzyn à la présidence d'Universcience – Cité des sciences et de l'industrie, Palais de la découverte.

Le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, suggère d'isoler la Russie pour la contraindre à infléchir sa diplomatie. Une faute politique majeure estime le directeur du Centre européen d'analyses stratégiques, Philippe Migault.

Et Philippe Migault de poursuivre : « *Contre-productif parce que de telles déclarations sont la meilleure façon de pousser la Russie à resserrer ses liens avec la Chine, avec la Turquie, avec tous ceux qui, comme elle, sont mis au ban de la «communauté internationale ».* Emmanuel Macron aime se

réclamer d'Habermas et de Ricœur ? Il ferait mieux de relire Jacques Bainville.

Sur le site officiel du chef de l'État français, alors qu'on nous explique que nous vivons une pandémie grave, alors que les mesures officielles contre cette pandémie vont couler un bon quart des entreprises françaises, on peut lire un hallucinant pathos larmoyant pour un footballeur sud-américain sur-cocaïné, Diego Maradona : « *La main de Dieu avait déposé un génie du football sur terre. Elle vient de nous le reprendre, d'un dribble imprévu qui a trompé toutes nos défenses* », etc...etc...

[a lire ici](#)

## Gouvernement

---

Le gouvernement vient de créer un « délit d'écocide » pour punir les atteintes les plus graves à la nature. L'annonce vise à répondre aux propositions de la Convention citoyenne qui craint de voir son travail détricoté. Le garde des Sceaux, Eric Dupont-Moretti et Barbara Pompili vont annoncer la création de juridictions spécialisées.

Pour le gouvernement, il y avait urgence. Sur la Covid-19 ? Non. À inscrire à l'ordre du jour des deux Assemblées le projet de loi organique destiné à... reporter les élections législatives et sénatoriales partielles !

Elisabeth Borne en pleine déconne. Elle a déclaré sur *BFM TV* que les stations de ski ne devaient pas hésiter à embaucher des saisonniers, même s'il est encore « *trop tôt pour dire si elles pourront ouvrir à Noël* », quitte à ce que les professionnels les mettent ensuite en chômage partiel. Recruter des saisonniers qui seront payés via les prestations sociales à ne rien faire, il fallait oser. On nage en plein Courteline...

La ministre du Travail, Elisabeth Borne annonce la création d'une « *aide exceptionnelle, ciblée sur des personnes qui travaillaient significativement avant la crise* », même s'ils alternaient périodes de travail et de chômage. | Elle devrait concerner 300.000 bénéficiaires, dont 70.000 jeunes.

Lors de son point presse, jeudi 25/11, le Premier ministre a indiqué que les stations de ski pourront ouvrir aux vacances de Noël, mais sans remontées, ni équipements collectifs, ni cafés-restaurants. De quoi largement flinguer la saison ! Ca hurle déjà face à une telle contradiction.

## Institutions

---

Bercy évalue à 30 % la part des primes dans la rémunération des fonctionnaires en 2037. Contre 20 % en 2020 et 14 % en 1989. Les primes ne comptent pas dans le calcul de la retraite !

Questeur à l'Assemblée nationale, Laurianne Rossi est de ces élus LREM qui « *n'admettent pas que le gouvernement piétine le Parlement : Jean Castex a fait des promesses qui n'ont jusqu'ici pas été tenues et trop de ministres, tels Bruno Le Maire, Frédérique Vidal, Elisabeth Borne, se croient dispensés de donner une suite diligente aux courriers que nous leur adressons.* »

Laurence Garnier, 42 ans, fait son entrée au Sénat (LR de Loire-Atlantique). C'est Christophe Priou qui lui a cédé sa place comme il l'avait annoncé si elle ne gagnait pas les municipales à Nantes.

Emmanuel Barbe, Préfet de police des Bouches-du-Rhône. Evoquant les attestations, il a déclaré dans une interview : « *J'étais hier sur les contrôles sur des endroits où on vend de la drogue. Personne parmi les acheteurs et à plus forte raison parmi les vendeurs, n'avait une attestation. Donc, voyez bien que ce système est bien compris* ». Il a fumé la moquette le préfet ?

Michel Fournier, 70 ans, le maire de Voivres (Vosges) prend la tête de l'Association des maires ruraux de France qui regroupe près de 10 000 maires de communes de moins de 3500 habitants.

A l'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, Richard Ferrand, le président de l'AN, lui a envoyé un SMS : « *Cher Jean-Luc, quand je t'ai connu tu voulais décrocher la Lune. Maintenant tu veux changer les ampoules.* »

## Divers

---

L'enseigne d'équipement sportif Decathlon a retiré ses publicités de la chaîne d'information CNews. Motif : « *l'orientation délétère* » de la chaîne ». Celle-là même où œuvre Eric Zemmour chaque soir à 19h pour une parole qui ne respecte pas en effet la doxa officielle.

Le président de la République a déjà prévenu les 150 citoyens tirés au sort de la Convention citoyenne pour le climat (CCC) que trois de leurs 149 préconisations ne seraient pas reprises: la limitation de la vitesse sur autoroute à 110 km/h, la taxe sur les dividendes et la modification du préambule de la Constitution.

Nombre de ministres et de parlementaires cherchent à réduire la portée des propositions de la Convention citoyenne, lesquelles ont provoqué la panique dans des secteurs importants de l'économie, de la publicité à l'automobile, en passant par l'aérien.

Opération Barkhane au Sahel. La montée en puissance des drones dans les combats pourrait aussi semer le doute sur la priorité donnée par l'état-major de l'armée de l'air au renforcement de la flotte d'avions de chasse français.

Basés à Niamey, au Niger, pour lutter contre Al-Qaeda et Daech au Sahel, les drones Reaper ont réalisé plus de frappes que les sept chasseurs installés au même endroit. L'appareil fabriqué par l'américain General Atomics vole en

moyenne deux à trois fois plus qu'un chasseur de Barkhane. Un Reaper peut aussi transporter deux fois plus de bombes que chaque pilote.

Le ministère des Finances – Bercy - a supprimé plus de 120 000 lits d'hôpital depuis Sarkozy et, pendant la pandémie, ça continue. En bonne logique, le confinement découle en partie d'une insuffisance de capacité, ce qui est accablant pour les politiques et les bureaucrates de la santé ! Et on ne comprend pas non plus pourquoi ces « économies » sur le budget santé n'ont pas remis les comptes d'aplomb.

On sait c'est dur ! Dur de se retenir devant le spectacle de ministres expliquant - entre autres délires - comment renouveler l'air d'un magasin (en "*ouvrant les portes et les fenêtres*" - Alain Griset, ministre des PME) ou d'un Premier ministre annonçant des "*recommandations concrètes et impératives* » pour les fêtes (le menu ?) et l'ouverture des stations de ski mais le maintien à l'arrêt des remontées mécaniques. Le problème c'est que l'absurdité administrative n'est pas sans conséquence.

## **Jambouille macronienne**

---

A LREM on ne s'attend à aucune victoire aux prochaines régionales. On redoute que le RN ne s'empare d'une ou deux régions comme la Bourgogne et les Hauts-de-France. Car les socialistes ne se désisteront pas.

Face au tollé provoqué par le projet de loi sur la « sécurité globale », Christophe Castaner, patron LREM à l'Assemblée a clamé son amour de la presse. Sauf que cet olibrius « *n'a pas bougé le petit doigt pour les journalistes victimes de policiers ou lors de la tentative de perquisition de Mediapart dans l'affaire Benalla* » ont rétorqué les journalistes.

Macronie. Si le sénateur Bruno Retailleau sortait vainqueur d'une primaire chez les Républicains (peu probable au vu des expériences précédentes)), on se réjouirait à LREM car cela susciterait le départ de plusieurs leaders en signe de protestation. Notamment ce « zozo » de Christian Estrosi.

## **Droite**

---

Le président des Républicains, Christian Jacob, a nommé conseiller politique la sénatrice et conseillère de Paris, Catherine Dumas. De fait, la sénatrice intègre, par la même occasion, l'équipe dirigeante de LR.

Didier Abad, patron des Républicains à l'Assemblée se dote d'une structure de financement pour récolter des dons en vue des échéances électorales. Il a placé à la tête de son association deux fidèles : Enzo Chagny son collaborateur parlementaire et Christine Chapel, député de l'Ain. Encore un qui rêve...

Le porte-parole de Debout la France (DLF), M. Jean-Philippe Tanguy, a annoncé son ralliement à Marine Le Pen en critiquant la stratégie politique de Nicolas Dupont-Aignan, qui « *mène le mouvement dans une impasse* ».

Dilemme chez LR pour désigner un candidat depuis la défection de François Baroin. Ils ont créé un groupe de travail. Objectif : trancher entre les ambitions du sénateur de Vendée Bruno Retailleau, du patron de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, et les envies plus discrètes mais bien présentes de Valérie Pécresse à la tête de l'Île-de-France. Mais depuis, plus rien. Normal, y a rien !

## Gauche

---

Anne Hidalgo a lancé une grenade dans son propre camp de la gauche et des écologistes, sur le terrain miné de la laïcité. S'adressant aux écologistes d'EELV, elle affirme avoir un « *un problème* » avec leur « *rapport à la République* ».

Chef de file des écologistes aux municipales et adjoint de la maire, David Belliard s'est dit « *sidéré* » par l'attaque, véritable « *meurtrissure* ». Rarement autant qu'aujourd'hui, l'arc républicain de gauche mis en place par Anne Hidalgo n'a été aussi fragilisé.

A gauche, les candidatures affichées ou putatives se multiplient, mettant à mal le schéma idéal imaginé par Olivier Faure, le secrétaire général, pour 2022. Jean-Luc Mélenchon est sorti du bois. Les écologistes ont embrayé en fixant le calendrier pour l'organisation de leur primaire à fin septembre 2021. Et le Parti communiste n'est pas en reste.

Lors de la réunion des chefs de parti avec le chef de l'Etat, Olivier Faure en a sorti une bonne : « *Les gens qui promènent leur chien ne devraient pas avoir besoin d'attestation, a-t-il plaidé. Puisque la présence du chien prouve qu'ils sont dehors pour lui.* » Consternation dans l'assistance !

Arnaud Montebourg a déjeuné avec Cécile Duflot avant la sortie de son livre. Au menu la succession de Macron. A la suite de quoi elle a déclaré à ses proches qu'elle ne le suivra pas dans l'aventure présidentielle. Elle se serait rapproché d'Eric Piolle concurrent de Jadot.

Or, ce même Eric Piolle vient d'ouvrir une association de financement afin que ceux qui souhaitent l'aider puissent le faire. Elle s'appelle Kairos Etxea la « *maison du moment commun* » en grec et en basque. Piolle est basque.

## Société

---

Une nuit agitée marquée par des violences urbaines a eu lieu à Mâcon du samedi 21 au dimanche 22, selon Le journal de Saône-et-Loire. Tandis que les forces de l'ordre ont été prises pour cible et confrontées à des tirs de mortiers d'artifice et des jets de projectiles, une école et plusieurs voitures ont été incendiées.

Génération Identitaire a lancé il y a quelques semaines une campagne pour alerter les habitants de Goussainville sur les accointances islamistes de leur nouveau maire fiché S, Abdelaziz Hamida.

Des dizaines d'affiches « *Aujourd'hui Hamida, demain le Califat* » ont ainsi été placardées dans toute la ville. Du coup, le fiché S a déposé plainte pour « *provocation publique à la haine* ».

Emmanuel Maron n'a évidemment pas satisfait les restaurateurs et les limonadiers qui restent fermés jusqu'au 20 janvier. « *La profession est sur le point de craquer* », prévient le restaurateur Stéphane Manigold – patron d'un collectif - « *Ça chauffe. Une grosse manifestation se prépare en décembre, à Paris. Nous attendons des milliers de restaurateurs. Des bus viendront de toute la France.* »

Ils ne pourront pas profiter de la période des fêtes de fin d'année, et en particulier du réveillon du 31 décembre, pour commencer à se refaire une santé. 2020 aura été un cataclysme. Ce qui devrait aussi sonner le glas des stations de ski lors des vacances de Noël.

La population carcérale a connu une forte hausse au mois d'octobre : + 1158 détenus, soit 62 260 au 1<sup>er</sup> novembre, pour un taux d'occupation de 103 %.

Le très libéral institut Montaigne a réalisé un audit de la ville de Marseille et remis son rapport aux autorités municipales. Edifiant : le taux de pauvreté culmine à 22 % à Marseille, où plus de 40 % des ménages vivent des aides de la Caisse d'allocations familiales. « *La dépendance à la solidarité est ici 30 % plus élevée que dans la moyenne des autres aires métropolitaines de France* ».

Marseille compte 35 quartiers prioritaires de la politique de la ville où vivent 27 % de la population (contre 7 % à Paris), et le nombre de logements indignes est jusqu'à dix fois plus élevé dans la métropole sudiste qu'ailleurs en France.

Au total, près de 40.000 logements sur 377.000 présentent un risque pour la santé ou la sécurité. Ce que ne précise pas ce rapport, c'est le nombre d'immigrés qui gangrènent cette ville, ses trafics en tout genre, ses gangs, ses règlements de comptes, etc.

En France, 23 % des femmes de 35 à 40 ans seraient célibataires (Insee, 2011). Chez beaucoup d'entre elles, le confinement génère une souffrance affective et un stress lié à cette satanée « horloge biologique ».

## *Faits divers*

---

Pierre Botton avait déjà fait de la prison – 5 ans - suite à son soutien financier frauduleux à son beau-père, Michel Noir. A 65 ans le voici de nouveau condamné en appel à trois ans pour avoir floué son association d'aide aux prisonniers. On ne se refait pas !

N'importe quoi ! Un déjeuner avec François Hollande c'est un des lots proposés lors d'une vente aux enchères organisée sur Drouot Digital au profit de la fondation Good Planet le bazar de Yanne Arthus-Bertrand.

Un habitant de Lannion a présenté aux policiers une attestation de déplacement sur laquelle était indiqué le motif « *casser la gueule à un mec* ». Il a été verbalisé et placé en cellule de dégrisement. Il n'y a vraiment plus de libertés !

## Migration/islam

---

Les forces de l'ordre ont entrepris de déloger plusieurs centaines de migrants accompagnés de militants ayant monté des tentes le 23 novembre à Paris sur la place de la République. À noter la présence d'élus, d'associations et d'avocats sur place. Notamment la sénatrice Esther Benbassa.

La ministre déléguée à la Citoyenneté Marlène Schiappa a réitéré la volonté du gouvernement d'accélérer la naturalisation de travailleurs étrangers, en « première ligne » face à l'épidémie. Entre 600 et 700 demandes sont en train d'être étudiées.

Avec 16 760 immigrants illégaux arrivés sur 553 embarcations entre le 1er janvier et le 15 novembre, dont la moitié au cours du dernier mois écoulé, les îles Canaries enregistrent une hausse de l'immigration illégale de 1 019 % par rapport à l'année dernière, selon les données publiées il y a une semaine par le ministère de l'Intérieur espagnol.

## Ecologie/ sciences & techniques

---

Le gouvernement avait accordé 50 € lors du confinement pour favoriser le transport à bicyclette. Un million de Français en ont profité pour faire réparer leur vélo. En selle... camarade.

Les professeurs du Collège de France devraient confirmer, lors d'un vote le 29 novembre, la création d'une chaire d'économie « *pauvreté et politique publique* », attribuée à Esther Duflo, prix Nobel d'économie en 2019 et trouver un poste à son mari Abhijit Banerjee, primé avec elle.

L'affaire du vaccin contre le covid annoncé avec perte et fracas suscite bien des interrogations quant à sa réelle efficacité. Une virologue estime qu'il reste beaucoup d'inconnues notamment la durée de protection des vaccins. Autre question, le vaccin empêche-t-il l'infection ou protège-t-il du risque de faire une forme sévère de maladie ?

La France a déjà signé, ou presque, six contrats d'achat de vaccins anti-Covid. Une « task force » a été créée en mai à Bercy. Elle a mené, depuis, ses travaux avec les autres pays européens pour réaliser des commandes groupées sous la houlette de la Commission européenne.

Reste que le covid a révélé être un formidable catalyseur à la recherche vaccinale et fait entrer dans la lumière des technologies qui végétaient

depuis longtemps à commencer par celle des vaccins à ARN messager (acide nucléique, ADN et ARN) dont les premières études remontent à vingt-sept ans et dues à une équipe française.

En août, la Russie est devenue le premier pays au monde à enregistrer son vaccin contre la Covid-19. Les détails sur les premiers résultats des essais cliniques ont ensuite été publiés dans le journal médical britannique *The Lancet*, qui ont montré que le vaccin était capable de provoquer une réponse immunitaire forte chez des volontaires. Et, de surcroît, il est beaucoup moins cher que ses concurrents américains.

La formule de l'institut Gamaleïa est un vaccin à «vecteur viral» : il utilise comme support deux adénovirus humains (famille de virus très courants) transformés et adaptés pour combattre le Covid-19. Cette approche, utilisant des adénovirus, a déjà conduit au développement de trois autres vaccins : un contre Ebola, ainsi que deux médicaments anticancéreux.

## Economie

---

Aéroport de Paris (ADP) a mis 60% de son personnel au chômage partiel et réduit son activité : seuls Orly 3 et Roissy 2E resteraient ouverts.

Moins d'une entreprise industrielle sur 20 se déclare prête à rapatrier une partie de sa production en France. En Allemagne, le chiffre ne dépasse pas 1 %. Le principal levier de développement de l'industrie reste l'amélioration de la compétitivité.

Or, la baisse des impôts de production ne comblera que 10 % de l'écart avec l'Allemagne pour l'industrie française, qui paye 23 milliards d'euros d'impôts de plus, selon France Stratégie.

Alors que nombre de PME aéronautiques françaises sont en passe d'épuiser leur trésorerie, des groupes japonais envisagent des prises de participation afin d'intégrer la chaîne d'approvisionnement d'Airbus.

le PDG de Danone, Emmanuel Faber, a annoncé vouloir supprimer jusqu'à 2000 postes dans ses sièges en France et à l'étranger, afin de « simplifier » son organisation. En France, « 400 à 500 personnes » seront concernées, « essentiellement des directeurs et des managers ».

Les grands groupes affrontent plusieurs crises en même temps, ce qui les oblige à se restructurer en profondeur. La vague des suppressions d'effectifs n'en est qu'à ses débuts; Danone, Accor, Auchan, Air France... La Covid accélère les mutations (et ce n'est qu'un début).

La ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili a acté « la disparition progressive des logements neufs chauffés au gaz ». Un mouvement déjà engagé en Suède, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni qui ont adopté des réglementations similaires.

L'objectif est de réduire de 30 % la consommation d'énergie des bâtiments, qui sont les deuxièmes émetteurs de gaz à effet de serre en France après le transport. Entrée en vigueur : été 2021. Encore une connerie !

## Culture/médias

---

Voici vingt ans que le guide Fooding – fondé par Alexandre Cammas - marche sur les plates-bandes – modestement certes – du guide Michelin. Il recense 440 bonnes adresses dans son édition papier et 1400 sur son site internet. Michelin vient de l'avaloir en rachetant la totalité des parts.

Indépendant depuis 2009, le Fooding a accompagné de son impertinence le « goût de l'époque » (bistronomie, caves à manger, vins nature...) et surtout dénoncé les violences en cuisine.

*Le Monde* a bénéficié en 2019 d'une aide de 2,1 millions de dollars (1,8 million d'euros) de la Bill & Melinda Gates Foundation « pour soutenir la couverture du développement et de la santé mondiale en Afrique par *Le Monde Afrique* et informer et engager son public grâce à un journalisme de haute qualité ».

*Le Parisien* a ouvert une clause de départ limitée à 30 salariés. Et 55 journalistes ont demandé à pouvoir en bénéficier, dont 17 au service des sports.

Événement inédit, le premier confinement provoque un repli brutal des annonceurs. Faute de visibilité, ils coupent immédiatement leurs budgets en commençant par les médias traditionnels. Moins touchés, la presse quotidienne régionale, la radio et surtout le web.

Edwy Plenel et Mediapart ont été condamnés par la cour administrative d'appel de Paris à verser une pénalité de 1,4 million € au fisc.

## Europe

---

**Union européenne.** la Commission européenne veut que soient inscrits dans le traité européen les crimes et délits contre les LGBT. Elle estime, par la voix de la commissaire Kapo (ça ne s'invente pas !) Jourova que « beaucoup d'Etats ont reconnu légalement les couples de même sexe », mais relève aussi « des tendances inquiétantes » (en Pologne et en Hongrie, évidemment).

Il faut l'unanimité des 27 membres pour modifier le traité. Finalement, la Hongrie et la Pologne ont dit *niet*, bloquant le projet arc-en-ciel, Judit Varga, ministre hongrois de la Justice s'autorisant cette petite insolence en déclarant : « *La Hongrie est d'accord avec les pères fondateurs de l'Union sur le fait que l'Europe sera chrétienne et humaniste ou qu'elle ne sera rien.* »

La Hongrie et la Pologne ont mis la semaine dernière leur veto au fonds de relance et au budget européen négocié entre le Parlement européen et la Présidence

allemande du Conseil. Les deux Etats exigent le retrait du mécanisme de protection de l'Etat de droit en passe d'être adopté définitivement.

**Allemagne.** Protestation des Turcs contre l'arraisonnement forcé d'un cargo faisant route vers le port libyen de Misrata par une frégate allemande (22/11) dans le cadre de la mission européenne Irini.

**Angleterre.** Les Anglais ont fêté le 73<sup>ème</sup> anniversaire de mariage de la reine Elisabeth II et de son mari le prince Philip, 99 ans. A cette occasion Buckingham a diffusé une photo du couple sur Instagram.

**Hongrie.** « *Soros paye de nombreux politiciens, il est la force corruptrice derrière les bureaucrates de Bruxelles qui menacent la Hongrie.* » Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, a ainsi dénoncé les pratiques du milliardaire, alors que la Hongrie et la Pologne sont engagées dans un bras de fer avec l'Union européenne, exerçant leur droit de veto pour le budget 2021-2027.

**Russie.** Les regards se tournent vers la Russie où la mise à la retraite anticipée de Vladimir Poutine, 68 ans, pour cause de maladie de Parkinson, se précise. Si Vladimir Poutine a décidé de communiquer sur sa maladie et de donner une date de sa retraite quelque part à la fin du mois de janvier 2021, c'est donc qu'il y a été contraint par l'amicale pression de ses amis. Le Kremlin dément.

Idem d'une revue anglaise, le *British Medical Journal* qui émet une autre hypothèse concernant sa démarche et son bras ballant – signes de Parkinson - qui seraient dus aux entraînements intensifs suivis au KGB. D'autres sources émettent l'hypothèse d'un cancer. Bref, le suspense demeure.

**Suède.** Dans le débat public, il n'est plus question que de l'échec de l'intégration : la ségrégation sociale, accentuée par le manque criant de logements ; le chômage des personnes nées à l'étranger trois fois supérieur à celui des Suédois d'origine ; la violence des gangs, implantés dans les quartiers à forte population immigrée...

Le gouvernement va réformer son droit d'asile. Sur les 163 000 personnes arrivées en 2015, 95 000 ont obtenu un titre de séjour. La Suède compte 10 millions d'habitants.

## International

---

**Algérie.** Annoncé en décembre 2019, l'Algérie a enfin signé un accord de deux milliards de dollars avec la Russie relatif à l'achat de 14 avions furtifs de type Su-57, informe le site Avia.pro, soulignant que l'armée algérienne est ainsi la première au monde à être dotée de cet aéronef.

**Etats-Unis.** Selon le Center for Responsive Politics, la campagne présidentielle américaine a coûté 14 milliards de dollars, tombés pour l'essentiel dans les régions médias, ce qui en fait de loin l'élection la plus chère de l'histoire des Etats-Unis. Un afflux de dons sur les dernières semaines, largement en faveur du camp démocrate, a fait exploser les compteurs.

L'administration de Donald Trump s'apprête à déclarer que 89 entreprises chinoises ont des liens avec l'armée de la République populaire. La finalité est de leur interdire d'acheter un éventail de technologies et produits américains.

Cette liste, si elle venait à être publiée, pourrait ainsi exacerber les tensions commerciales entre Washington et Pékin, mais aussi nuire aux compagnies américaines qui vendent des pièces et composants pour l'aviation civile à la Chine, entre autres industries.

Plus de deux semaines après l'annonce de sa défaite à la présidentielle américaine, Donald Trump a donné lundi 23 novembre son feu vert à l'ouverture du processus de transition vers une administration Biden. Il s'est toutefois encore gardé de reconnaître directement la victoire du démocrate.

Spécial Thanksgiving : selon *The Economist*, depuis les années 1960, les dindes aux US sont passées d'un poids moyen de 5kg à 13kg (merci les hormones !)... et sur la même période, en moyenne, les Américains ont pris 12,7kg. Le poids d'une dinde.

## Sites à consulter

---

### TVLibertés

[Obervatoire du journalisme](#)

[entretien Natacha Poloni - Johann Chapouzot](#)

[Pour Alain de Benoist, Trump n'a pas perdu la guerre](#)

## Journées de lecture

---

***La chape de plomb – une déconstruction des nouvelles censures*, par Alain de Benoist, Ed la Nouvelle librairie, 14,90 €.**

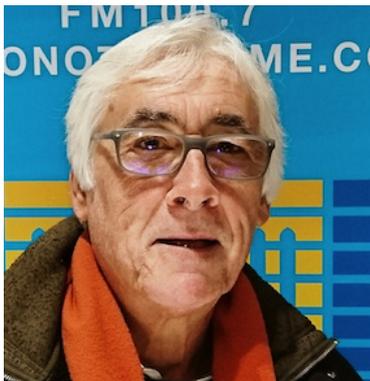


Pour Alain de Benoist, ces nouvelles censures qui s'imposent en Occident ne doivent rien au hasard. Elles découlent du projet, hérité des Lumières, de construire une société rationnelle « où l'individu aurait le statut d'un atome ou d'un rouage, où l'harmonie générale résulterait de la volonté de chacun de poursuivre son meilleur intérêt. Dans une telle société où l'administration des choses doit succéder au gouvernement des hommes, « il n'y a plus besoin d'imaginer d'autres finalités » et la politique ne consiste donc plus qu'à s'occuper des moyens, au lieu de débattre du choix des fins. La pensée unique découle donc de l'invasion du politique par l'esprit économique et technicien, « qui réduit les problèmes sociaux à des problèmes techniques pour lesquels il ne peut exister par définition qu'une seule solution.

***La bibliothèque du jeune Européen : 200 essais pour apprendre à penser*, Guillaume Travers et Alain de Benoist (dir.), Éditions du Rocher, 672 p., novembre 2020. 22,90 €**

À travers ses 600 pages, ce gros livre résume la quintessence de la pensée européenne, tout à la fois révolutionnaire et conservatrice, traditionnelle et novatrice, cheminant de Charles Maurras à Julius Evola, de J.R.R. Tolkien à Jean Giono, de Joseph de Maistre à Knut Hamsun, de Maurice Barrès à Maurice Bardèche, de Charles Darwin à Konrad Lorenz.

***De Gaulle et les communistes*, par Henri-Christian Giraud, Ed. Perrin, 1038 p., 32 €**



La lecture du maître livre de Henri-Christian Giraud, *De Gaulle et les communistes*, dont paraît opportunément une nouvelle édition augmentée avec l'ouverture récente de certaines archives, soviétiques ou provenant du Quai d'Orsay, devrait leur remettre les idées à l'endroit. Nourrie de faits, de documents et de témoignages, la somme d'Henri-Christian Giraud devrait dessiller bien des yeux sur ce prétendu grand homme, bien plus amoureux de sa personne que de Madame la France.

***Paul Morand*, de Pauline Dreyfus, Gallimard, 496 p., 24 €**  
***Journal de Guerre, Londres, Paris, Vichy (1939-1943)*, de Paul Morand, inédit, Gallimard, 1040 p., 27 €**



Une nouvelle bio de Paul Morand, par la petite-fille d'Alfred Fabre-Luce, grand ami de Paul Morand. Mais ce n'est pas une hagiographie, loin s'en faut. Sa biographie est à la fois exhaustive sans être indigeste, et ne ruse pas avec les aspects les moins plaisants du personnage. Pour cela, elle s'est appuyée sur des sources nouvelles : l'immense correspondance inédite que Morand a

entretenu avec ses parents, sa femme Hélène et le journal 1940-1950 gardé secret chez Gallimard à l'exception du journal qui paraît aujourd'hui.

***L'invasion de l'Europe, les chiffres du grand remplacement*, par Jean-Yves Le Gallou, Ed. Via Romana, 212 p., 20 €**



De nombreux pays européens connaissent depuis plusieurs décennies une immigration extra-européenne de plus en plus massive et subie. Comment en est-on arrivé là ? Quelles en sont les conséquences ? L'essai de Jean-Yves Le Gallou et de la fondation Polémia qui vient de paraître aux éditions Via Romana présente, chiffres à l'appui, la profonde transformation de la population et de la société dans 13 pays d'Europe de l'ouest et du

sud. Un ouvrage sans tabous qui met notamment en avant le rôle des médias de grand chemin dans la fabrique du consentement face à l'immigration qui nous est imposée.

# Emploi : bref état des lieux

## Ces territoires qui prennent la première vague de plans sociaux

*Laurence Albert - Laurent Thévenin*

Certaines annonces de plan de sauvegarde (PSE) se font sur la pointe des pieds, comme celui présenté dernièrement aux représentants du personnel par Repetto. Le célèbre fabricant de chaussons de danse et de chaussures de luxe veut supprimer 51 emplois, dont 31 dans son usine de Saint-Médard-d'Excideuil, en Dordogne. D'autres sont plus retentissants, comme le PSE visant 2.000 suppressions de postes annoncé fin octobre par Sodexo, l'un des leaders de la restauration collective, qui a emboîté le pas fin octobre à son grand concurrent Elios (plus de 1.800 suppressions de poste envisagées).

La vague des plans sociaux monte inexorablement, même si tous ne sont pas liés à la crise sanitaire. Selon la Direction de la recherche du ministère du Travail (Dares), le nombre de PSE (une procédure obligatoire pour toute entreprise de 50 salariés au minimum projetant de licencier 10 salariés ou plus en 30 jours) est reparti « *légèrement à la hausse* » la dernière semaine d'octobre et la première semaine de novembre, avec presque 30 procédures hebdomadaires. Lors de chacune des deux semaines précédentes, on en comptait un peu moins de 20.

Dans un décompte arrêté au 8 novembre par la Dares, il y avait déjà 619 PSE initiés depuis début mars. Soit presque 300 de plus que sur la même période de 2019. En tout, pas moins de 65.800 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre de ces procédures, soit 40.000 de plus que l'an passé.

Le textile nordiste réduit la voilure. Cette déferlante s'accompagne par ailleurs de 4.500 procédures de licenciements économiques hors PSE. Dans près de 90 % des cas, il s'agit de licenciements de moins de 10 salariés, qui passent inaperçus. Sans compter que le recours à l'intérim ou aux CDD baisse par ailleurs à de nombreux endroits.

Certains bassins d'emploi paient un lourd tribut à ces destructions de postes annoncées ou déjà en route. Selon un recensement effectué début novembre par les correspondants régionaux des « Echos », 600 emplois seraient ainsi menacés dans le Jura, 1.150 à Lyon (sans parler du plan social, sans lien avec le Covid, annoncé par Boiron début mars), au moins 800 autour de Châtellerault (Vienne)... En Bretagne, les salariés de Nokia, Hop!, Technicolor, Royer, Hutchinson ou Meunier tremblent.

Très forte en Occitanie, la crise de la filière aéronautique frappe aussi durement la ville d'Albert, dans la Somme, haut lieu de la sous-traitance, où plus de 500 emplois sont menacés. Dans le Nord, de grands noms du textile et du prêt-à-porter, Damartex, Camaïeu, Phildar, Verywear, vont aussi réduire la voilure.

L'Île-de-France, fief des sièges sociaux, va devoir compter avec des effectifs en moins chez Nokia, Blizzard, Permaswage, SKF, Renault, Coca, Adient, L'Equipe, Bayer, Conforama, CGG, Collins Aerospace et bien d'autres, selon un décompte effectué par le Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (Crocis) pour la CCI d'Île-de-France. « *En termes d'emplois salariés (publics et privés), le recul est de -3% en Île-de-France entre fin 2019 et le printemps 2020, soit quelque 178.000 emplois détruits en six mois. Les variations dans les départements sont comprises entre -2,5 % en Seine-et-Marne et -3,5 % à Paris* », notent les experts du Crocis. Le repli est « *particulièrement violent* » pour l'emploi intérimaire, ajoutent-ils, signalant que le secteur de la construction « *résiste bien* » dans tous les départements. « *En 2008, la crise était davantage une crise du système productif. Cette fois, elle risque d'être beaucoup plus répandue dans toute la France, car tous les territoires sont concernés par les activités touchées en premier par la crise, comme les services marchands, le commerce ou le tourisme* », analyse Magali Talandier, professeure en urbanisme et aménagement du territoire à l'université Grenoble Alpes.

Les PME sont-elles plus durement impactées ? « *Le nerf de la guerre, ce sont la trésorerie et les fonds propres, or nous avons un tissu de PME plutôt faibles en fonds propres* », relève Olivier Lluansi, associé Spécialiste industrie au sein de Strategy &, l'entité de conseil en stratégie de PwC. Lequel, tout en louant le plan de relance gouvernemental, juge nécessaire de conforter encore l'approche territoriale dans les réponses à la crise. « *Toutes les collectivités n'ont pas les moyens de répondre aux logiques d'appels à projets nationaux. Or, on le sait, cette dimension d'écosystème peut générer encore davantage de la valeur* », estime-t-il.

*Source : Les Echos 25/11/2020*